

<http://pierre-alainmillet.fr/Transition-energetique-A>



Transition énergétique, le climat oubliéâ€¦

- DHD -

Date de mise en ligne : dimanche 20 octobre 2013

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Qui a entendu parler des engagements de Kyoto ? du facteur 4 ? enfin, je veux dire, récemment ! Les guerres et les crises ont pris le dessus, et la priorité du siècle, l'urgence climatique a été remise au rayon des accessoires dans la vie politique

Il est vrai que la crise a un mérite, elle réduit la consommation, la production et donc les émissions de gaz à effet de serre. On a fermé les haut-fourneaux de Florange, autant de carbone évité, à coût financier nul, même si on paiera longtemps le coût social et économique !

Il est vrai aussi que l'Allemagne ayant décidé que l'urgence n'était plus le climat mais l'arrêt du nucléaire, cette première puissance économique de l'Europe relance ses émissions carbonées à la hausse, à grands coups de centrales thermiques au charbon (27 projets encours, dont certains se transformeront en gaz si le cours du gaz continue de baisser grâce au gaz de schiste US !).

Et en France, le grand débat sur la transition énergétique qui aurait du être l'outil pour construire un consensus politique sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, s'est finalement transformé en outil pour justifier la limitation à tout prix du nucléaire et la poursuite de la déréglementation du marché de l'électricité signant la fin à terme de ce qui reste de service public

La conclusion évidente pour tout le monde, c'est qu'il va falloir payer de plus en plus cher, donc que les inégalités vont se renforcer ce qui nécessitera des politiques dites « de solidarité » contre la précarité énergétique qui n'est pourtant que la conséquence de la destruction du service public, de la péréquation tarifaire, du développement des taxes

On est carrément à l'opposé d'une politique qui affirmerait le droit à une énergie dé-carbonée, propre, accessible et efficace qui supposerait

- le refus de relancer les énergies fossiles et notamment le gaz dans le chauffage des bâtiments ou la production électrique ; il faudrait imposer aux producteurs d'énergie éolienne et photovoltaïque qu'ils ajoutent à toute installation de production, une installation de stockage permettant d'assurer un fonctionnement suffisant (60% ?) pour ne pas déstabiliser le réseau. Il faudrait aussi un financement public massif de l'extension des réseaux de chaleur biomasse
- le renforcement des niveaux de protection contre les émissions polluantes et le subventionnement des chaufferies biomasse de haute performance dans les réseaux de chaleur, (sinon, on sait que c'est le gaz qui ressort gagnant, voir l'exemple du Grand Lyon)
- le renforcement des règles de services publics avec le maintien d'un tarif de base peu élevé, avec péréquation tarifaire, la sortie des règles marchandes dans les échanges internationaux, le refus du marché spot de l'électricité et la recherche de contrats de long terme avec les partenaires, grands industriels, autres pays
- le développement de la domotique pour favoriser les usages efficaces et intelligents de l'électricité, afin de limiter les consommations de pointe et de permettre une gestion par l'utilisateur de sa consommation, non pas pour faire accepter les « effacements » contraints, mais en généralisant les mécanismes comme les heures creuses/pleines et en offrant les outils domotiques, autour d'un autre compteur intelligent que le compteur Linky, intégrant des prises intelligentes pour commander l'ensemble des équipements électriques des usagers.

Une telle politique pourrait être largement soutenue par tout ceux, à gauche comme à droite, qui restent attachés au service public et à l'intérêt général. Elle pourrait être soutenue par la plupart des écologistes, même si elle suppose le maintien du nucléaire, parce qu'elle répond à l'urgence climatique. Elle serait enfin un outil de réduction des inégalités, de solidarité nationale vraie, assurant un droit pour tous et non pas une assistance aux perdants. Elle pourrait s'accompagner d'un grand plan de recherche sur le stockage de l'électricité et les énergies du futur, en considérant non pas que la consommation énergétique doit baisser [1], mais qu'elles doivent évoluer comme les besoins humains et sociaux, sans que le marché ne vienne imposer ses intérêts.

Ses effets sur les objectifs des 3x20 seraient directs, même en cas de sortie de crise, même dans le cadre d'une ré-industrialisation de la France.

Utopie ? A notre échelle locale, et pour ce qui relève des compétences de la ville, on peut pourtant mesurer l'efficacité de l'action publique avec les chiffres sur l'évolution des consommations énergétiques qui sont présentés dans les conseils de quartier et automne. Ils sont illustratifs des possibilités d'une politique qui repose sur l'investissement public.

En 4 ans, de 2009 à 2012, la ville

- a réduit les consommations de chauffage de ses équipements de 11%, principalement par la généralisation des outils de régulation, l'effort d'isolation étant important mais ne pesant chaque année que sur une petite part du bâti. Continuer à réduire les consommations supposera des capacités d'investissement importantes.
- a augmenté la part de chauffage biomasse qui passe de 6% à 24% pour la saison qui démarre. C'est le résultat de l'extension du réseau de chaleur et des deux premières chaufferies bois dans les groupes scolaires. Ce pourcentage peut encore progresser beaucoup avec les évolutions du réseau de chaleur
- a réduit les consommations d'eau de 5%, malgré l'extension continue des espaces verts. Le plus facile a sans doute été fait avec les forages pour les stades et aménagements ou c'était possible, l'arrosage automatique « intelligent ».
- a réduit ses consommations d'électricité de 3,5% malgré l'ouverture de deux rues, de nouveaux équipements publics, et la poursuite de l'opération lumière sur les équipements marquants.

A noter que si les consommations baissent, les factures continuent à augmenter.

Nous aurons l'an prochain les résultats du bilan carbone complet, mais nous savons déjà que sur les principaux postes, nous sommes bien au delà des objectifs de Kyoto, malgré le développement important de la ville ces 10 dernières années. La ville participe par ailleurs à une démarche de labellisation de villes sur leurs objectifs plan climat (Citergy) et nous en aurons aussi les résultats en 2014.

Pour le facteur 4, c'est à dire l'objectif de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre des pays développés, pour permettre le développement des pays du Sud, tout en réduisant les émissions mondiales, Vénissieux est sur le bon chemin pour ce qui relève de la ville, et les objectifs fixés au renouvellement de la DSP du réseau de chaleur y contribueront encore fortement.

Mais cela suppose que le vrai critère de décision des politiques publiques soit bien l'efficacité des projets sur la réduction des émissions carbonées.

Cela suppose aussi qu'une politique d'investissement public soit possible, c'est à dire que les communes conservent les moyens et la compétence pour investir.

[1] l'objectif annoncé de réduire de 50% notre consommation énergétique ferait sourire, si elle ne faisait pas penser aux résultats bien connus d'une guerre!